

pays développés, certes, mais encore plus à l'intérieur même des pays en développement et ce, en vue de parvenir à des politiques plus autonomes favorisant le développement alimentaire et agricole.

Nous sommes confiants que de telles stratégies, en veillant à ce que les ressources soient orientées vers les projets bien planifiés et efficaces, accroîtront l'appui politique qu'accordent les populations des pays développés au transfert de ressources additionnelles pour aider à réaliser ces objectifs. Le Canada était donc heureux d'annoncer à la réunion d'Ottawa qu'il met sur pied un fonds spécial de deux millions de dollars pour aider les pays en développement à préparer des stratégies nationales à long terme du secteur alimentaire pour les années 80. Nous espérons que d'autres pays pourront se joindre au Canada pour contribuer les crédits nécessaires à cette fin.

Le Conseil mondial de l'alimentation et la Conférence sur la réforme agraire et le développement rural ont souligné la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures plus directes pour vaincre la malnutrition et obtenir une distribution alimentaire plus équitable, ainsi que pour assurer que cet accroissement de la production alimentaire profite aux affamés et aux malnutris. A la Conférence de Rome en juillet, c'est le président Nyerere de la Tanzanie qui a esquissé cinq conditions essentielles au développement rural des pays du tiers monde, quel que soit leur système. Il a souligné que la création de telles conditions exige toujours une ferme détermination politique et ne se fait jamais sans peine. Dans presque tous les pays en développement, a-t-il affirmé, ces choses exigent une révolution dans les structures actuelles des dépenses et de la fiscalité publiques.

Au moment où nous préparons ensemble une stratégie internationale du développement pour les années 80, ces changements internes seront inévitablement tout aussi essentiels au processus que ne le seront les changements structurels au plan international. Les réalisations obtenues au chapitre de la nutrition (et non seulement de la production alimentaire), des investissements ruraux, de la réforme foncière et de l'emploi seront les grands jalons au regard desquels on pourra mesurer les progrès des pauvres et nos propres progrès en matière de développement.

Monsieur le Président, le Canada a toujours appuyé fermement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire et les institutions internationales de recherches agricoles mondial (PAM), organismes que nous félicitons pour leur excellent travail.